



pour un avenir sans toxiques

Points de vue de l'IPEN sur **les efforts en matière de science et politique au niveau mondial concernant les produits chimiques et les déchets**

février 2022

Un projet de résolution a été présenté à la cinquième réunion de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement (ANUE 5), avec une proposition visant à créer un nouveau Panel Science-Politique pour soutenir l'action sur les produits chimiques, les déchets et la pollution.

L'IPEN participe depuis de nombreuses années aux discussions sur la science et la politique dans le cadre des Conventions de BRS et de Minamata, de la SAICM et de l'ANUE. Nous sommes impatients de poursuivre les discussions sur la façon dont une action internationale accrue sur les produits chimiques et les déchets peut être facilitée. Ce document vise à partager nos points de vue sur ce sujet afin de contribuer à la fois aux discussions sur la science et la politique à l'ANUE et dans d'autres fora.

L'IPEN estime qu'une science solide et indépendante devrait déterminer les politiques nationales, régionales et internationales sur les produits chimiques et les déchets, sur la base du principe de précaution, de l'obligation de l'industrie de divulguer des informations et du droit des citoyens de savoir. [L'accès à un environnement sain et durable est un droit humain universel](#), tout comme [le sont les politiques fondées sur la science visant à protéger les droits de l'homme](#), des personnes et des communautés exposées aux substances et aux déchets dangereux. À ce jour, cela est loin d'être la réalité et des mesures décisives sont nécessaires pour faire face à la menace importante pour la santé humaine et l'environnement que représentent [la production et l'utilisation actuelles de produits](#)

février 2022

[chimiques dangereux et leur augmentation spectaculaire prévue](#). Ceci est souligné par une [publication scientifique récente](#) montrant que la limite planétaire de la pollution chimique est maintenant la cinquième des neuf limites planétaires qui ont été franchies.

Nous apprécions l'intention qui soutient le projet de résolution de l'ANUE d'accélérer les mesures de précaution pour protéger la santé humaine et l'environnement. Un engagement accru de la communauté scientifique indépendante pour atteindre cet objectif important est vital et très bien accueilli. Dans le même temps, on constate actuellement un manque massif de ressources pour lutter contre la pollution chimique déjà écrasante dans de nombreux pays. Par exemple, un rapport présenté lors de la CdP 10 de la Convention de Stockholm a estimé que près de 5 milliards de dollars américains seraient nécessaires rien que pour faire face aux problèmes posés par tous les POP actuellement énumérés dans la Convention.¹ Le financement est un obstacle majeur identifié, par exemple dans [l'évaluation de la SAICM](#), qui empêche de progresser vers une gestion rationnelle des produits chimiques et des déchets dans les pays à revenu faible et intermédiaire (PRFI). Jusqu'à ce que [l'industrie chimique fournisse les fonds](#) nécessaires pour traiter de manière exhaustive les impacts de ses produits, il est essentiel que tout nouvel effort soit spécifiquement ciblé

pour avoir le plus d'impact possible avec des moyens limités.

En plus de cette limitation, les expériences issues de processus science-politique solides déjà en cours, tels que le Comité d'examen des POP de la Convention de Stockholm, doivent être prises en compte lors de l'évaluation des informations présentées dans [l'évaluation des options pour renforcer l'interface science-politique](#) et décider de la voie à suivre.

L'IPEN MET DONC EN AVANT LES PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS TIRÉS/ POINTS DE VUE SUIVANTS:

Mettre l'accent sur les produits chimiques : Pour être efficace, tout nouvel effort visant à renforcer l'interface science-politique doit être spécifiquement axé sur les produits chimiques. Cette focalisation permettra de définir des politiques spécifiques pour prévenir les dommages, ainsi que d'identifier et de tenir pour responsables les producteurs de produits chimiques toxiques. Élargir le champ d'application pour inclure le terme plus diffus de « pollution » limitera inévitablement l'impact d'un tel effort puisque les sources, les actions et les politiques connexes sont beaucoup plus diverses et complexes.

Prendre en compte l'inévitable dimension politique de la science-politique : Il existe de nombreux exemples de considérations politiques et d'intérêts financiers connexes qui sont les facteurs décisifs malgré des recommandations scientifiques claires dans l'espace politique internation-

¹ [UNEP/POPS/COP.10/INF/33](#)

février 2022

al des produits chimiques et les déchets. Le rapport conjoint du PNUE et de l'OMS sur [l'état de la science sur les produits chimiques perturbateurs endocriniens](#), publié en 2013, en est un exemple. Celui-ci expose le consensus scientifique autour de ces produits chimiques et la nécessité d'agir, accompagné d'un résumé à l'intention des décideurs. Pourtant, près de dix ans après la publication de ce rapport, les effets perturbateurs endocriniens ne guident que dans des cas très limités les décisions politiques. Non seulement le bisphénol A est toujours utilisé alors qu'il s'agit d'un PE connu depuis les années 1930, mais une large gamme [d'additifs plastiques présentant des propriétés de PE sont autorisés](#), y compris dans les matériaux en contact avec les aliments.

Faire de la précaution le facteur décisif : un effort vers une politique scientifique efficace devrait servir de fonction d'alerte précoce et de scruter l'horizon, en prenant en compte toutes les données scientifiques de bonne qualité et pas seulement les évaluations réglementaires réactives. Il doit être fondé sur le principe de précaution et exiger que les orientations politiques pertinentes pour les gouvernements soient alignées sur les meilleures preuves scientifiques disponibles. Toutefois, la méthode scientifique est fondée sur la nécessité de toujours chercher à approfondir les connaissances. Il est donc essentiel qu'un tel effort ne retarde aucune décision politique et ne devienne pas une excuse pour l'inaction, mais reconnaisse

que des politiques de protection doivent être mises en place même en l'absence de certitude scientifique totale. Il ne doit donc pas non plus être directement couplé à des cadres politiques déjà existants.

Les conflits d'intérêts politiques et financiers doivent être évités : une grande partie de la recherche sur les produits chimiques dangereux est menée dans le cadre de projets financés par l'industrie ou en interne par l'industrie elle-même à des fins spécifiques. Ces derniers ne peuvent être considérés comme des scientifiques ou des sources indépendantes dans tout effort scientifique pertinent pour la politique. L'écoblanchiment, la captation par les entreprises et les conflits d'intérêts sont des menaces connues dans tous les efforts en matière de science et politique. De plus, les intérêts économiques et politiques des pays peuvent explicitement ou implicitement faire pression sur les scientifiques, jusqu'au harcèlement et aux menaces. Enfin, il existe de nombreux cas bien connus de scientifiques prétendument indépendants semant le doute au nom des intérêts de l'industrie, comme le cas de 19 "experts" de l'UE sur les PE [semant/fabriquant le doute dans l'UE](#).

Viser à fermer le robinet : Une orientation efficace doit conduire à des politiques qui empêchent la production, l'utilisation et le recyclage des produits chimiques toxiques. Cela concerne à la fois les produits chimiques hérités, les produits chimiques

février 2022

actuellement utilisés, mais aussi, et c'est crucial, la prévention de l'utilisation de nouveaux produits chimiques présentant des caractéristiques potentiellement dangereuses. Il existe de nombreux exemples de groupes de produits chimiques dont l'utilisation aurait dû être évitée, tels que les PFAS, les ignifugeants bromés et les bisphénols, en réponse aux [signes avant-coureurs inquiétants](#), mais qui sont aujourd'hui à l'origine de dommages généralisés et d'énormes répercussions financières.

Il faut s'attaquer aux inégalités en matière de données scientifiques au niveau mondial : la majorité des recherches et des études disponibles sur l'impact des produits chimiques proviennent de pays à hauts revenus et beaucoup d'entre elles se trouvent derrière des murs de péage/paywalls. Dans le même temps, de nombreux pays à faible et moyen revenus (LMCI) sont particulièrement touchés par les produits chimiques dangereux. Par conséquent, la science citoyenne et les connaissances, innovations et pratiques locales et traditionnelles des peuples autochtones, ainsi que les efforts des communautés locales, sont des contributions importantes qui doivent être prises en compte de manière égale. De plus, cela souligne la nécessité de concentrer les efforts en matière de science et de politique sur les dangers afin de les rendre applicables au niveau mondial. Il faut également tenir compte du fait que [les femmes constituent un groupe particulièrement affecté par les produits chimiques](#) et les déchets. Enfin, les capacités d'analyse et de recherche indépendantes dans les universités des pays à faible et moyen revenus doivent être développées et soutenues.